

de loisirs et de divertissement à but non lucratif; les centres d'accueil et les clubs d'hébergement; les associations industrielles, commerciales et professionnelles; les groupements de bienfaisance et les organisations de services; les groupements politiques, communautaires et civiques; et d'autres organisations dont les membres s'occupent d'activités non commerciales.

En 1973, il existait 21,695 organisations religieuses ayant le statut de groupements de bienfaisance dont les recettes dépassaient \$688 millions et dont les dépenses atteignaient près de \$590 millions, contre 21,635 ayant des recettes de plus de \$621 millions et des dépenses de plus de \$530 millions en 1972 (voir le tableau 18.19).

Une autre étude terminée récemment indiquait qu'en 1973, les associations professionnelles et commerciales avaient enregistré des recettes totales de \$231.6 millions et des dépenses de \$224.5 millions. En 1974, l'enquête visait également les Chambres de commerce (ordinaires et pour les jeunes commerçants), les Offices du commerce et les Bureaux d'éthique professionnelle. Pour cette dernière année, 2,796 établissements ont déclaré des recettes totales de \$277.0 millions et des dépenses de \$267.8 millions (tableau 18.20).

18.1.4 Commerce de gros

Dans le domaine de la statistique du commerce de gros, un programme de relèvement de l'information a été mis en œuvre qui comprend une enquête biennale sur l'activité des marchands de gros à compter de 1973 et sur celle des agents et courtiers à compter de 1974. Outre la production d'un plus grand nombre de statistiques à jour sur ces deux genres d'activité, les résultats, dans le cas des marchands de gros, serviront de base pour la constitution d'un nouvel échantillon des estimations mensuelles des ventes et des stocks.

Les grossistes ont pour activité principale l'achat de marchandises en vue de les revendre à des détaillants, industries, commerçants, institutions, professionnels, exploitants agricoles ou autres grossistes; ils peuvent également servir d'agents dans ces transactions. Les entreprises qui ont plus d'une activité, par exemple vente en gros et vente au détail ou vente en gros et fabrication, sont considérées comme étant essentiellement des entreprises de gros si la plus grande part de leur marge brute (différence entre le montant total des ventes et le prix de revient des produits vendus) est attribuable au commerce de gros.

La statistique du commerce de gros établit le volume total du commerce de gros au Canada, c'est-à-dire le volume d'affaires global (ventes intérieures et ventes à l'exportation) de toutes les entreprises de gros en activité au pays, qu'il s'agisse d'entreprises d'appartenance canadienne ou de filiales de sociétés étrangères. Le volume d'affaires total établi par Statistique Canada ne peut pas correspondre de façon absolue à la valeur des biens acheminés par le secteur du commerce de gros de l'économie, étant donné que des entreprises de gros vendent parfois à d'autres entreprises de gros et qu'ainsi la valeur d'une même marchandise peut être comptée plus d'une fois.

Selon certaines caractéristiques communes, chaque établissement et point de vente en gros est classé dans l'une ou l'autre des catégories d'exploitation suivantes: intermédiaires en produits primaires (céréales, bétail, fourrures non traitées, poisson, tabac en feuilles, bois à pâte, etc., y compris les coopératives de commercialisation); grossistes (acheteurs et vendeurs de biens à leur propre compte); agents et courtiers (acheteurs et vendeurs de biens pour le compte de tiers moyennant commission); services de vente des fabricants (bureaux de vente en gros appartenant à des entreprises manufacturières qui s'en servent pour la commercialisation de leurs propres produits); ou stockistes et distributeurs par camion de produits pétroliers.

Les grossistes, qui constituent l'une des principales catégories d'exploitation, figurant pour 60% environ du volume total du commerce de gros, ont réalisé en 1975 des ventes estimées à \$45,379 millions, ce qui représente une augmentation de 5.0% par rapport à 1974 (\$43,210 millions). Les transactions portant sur les